



**Établissement public
chargé de la conservation et de la restauration
de la cathédrale Notre-Dame de Paris**

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

Marché public de services

**CONCEPTION, ANIMATION ET GESTION D'ATELIERS HORS LES MURS
CONSACRES AU CHANTIER DE RESTAURATION DE LA CATHEDRALE
NOTRE-DAME DE PARIS ET DES METIERS QUI Y SONT MOBILISES**

Procédure adaptée passée en application des articles L. 2123-1, R. 2123-1 3° du code de la commande publique

Marché ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques au sens de l'annexe 3 du code de la commande publique

Date et heure limites de remise des plis : 03/07/2026 à 12h00

SOMMAIRE

ARTICLE 1	POUVOIR ADJUDICATEUR.....	4
1.1	Nom et adresse du pouvoir adjudicateur.....	4
1.2	Type de pouvoir adjudicateur	4
ARTICLE 2	CARACTERISQUE DU MARCHE PUBLIC	4
2.1	Contexte et objectif du projet	4
2.2	Objet du marché public	5
2.3	Lieux d'exécution.....	5
2.4	Prestations similaires	5
ARTICLE 3	PROCEDURE	5
3.1	Procédure de passation.....	5
3.2	Auditions	5
3.3	Négociations.....	5
3.4	Forme	6
3.5	Allotissement.....	6
3.6	Variantes.....	6
3.7	Nomenclature CPV	6
3.8	Groupements d'opérateurs économiques	6
3.9	Délai de validité des offres	6
3.10	Langue et devise.....	6
ARTICLE 4	PRATIQUES ANTICONCURRENTIELLES	6
ARTICLE 5	DUREE	7
ARTICLE 6	DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES.....	7
6.1	Modalités de retrait et d'identification sur le profil acheteur	7
6.2	Contenu du dossier de consultation des entreprises.....	7
6.3	Modifications du DCE	8
6.3.1	A l'initiative du candidat	8
6.3.2	A l'initiative du pouvoir adjudicateur	8
6.4	Questions des candidats.....	8
ARTICLE 7	DOSSIER DE REPONSE.....	8
7.1	Présentation et contenu de la candidature	9
7.2	Présentation et contenu de l'offre	10
ARTICLE 8	MODALITES DE TRANSMISSION DU PLI	10
8.1	Pli électronique.....	10
8.2	Copie de sauvegarde	12
ARTICLE 9	EXAMEN DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	12

9.1	Examen des candidatures.....	12
9.2	Jugement des offres	13
ARTICLE 10	ATTRIBUTION PROVISOIRE	14
ARTICLE 11	DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	15
ARTICLE 12	DIFFERENDS ET LITIGES	16
12.1	Instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours	16
12.2	Introduction des recours	16

ARTICLE 1 POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1 Nom et adresse du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur responsable de l'organisation de la procédure est :
Établissement public chargé de la conservation et de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de
Paris
Quai de l'Archevêché
75004 Paris
CEDEX 04

1.2 Type de pouvoir adjudicateur

L'Établissement public chargé de la conservation et de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris est un Etablissement public national administratif, sous la tutelle du Ministère de la Culture, créé par la loi n° 2019-803 du 29 juillet 2019 et régi par le décret n°2019-1250 du 28 novembre 2019.

Le pouvoir adjudicateur est représenté par son président ou son représentant.

ARTICLE 2 CARACTERISQUE DU MARCHE PUBLIC

2.1 Contexte et objectif du projet

Conformément à son décret constitutif, l'Établissement public chargé de la conservation et de la restauration de Notre-Dame de Paris assure la mise en valeur du chantier, y compris dans sa dimension internationale, et des savoir-faire nécessaires pour la conduite des opérations mentionnées et en assure la mise en œuvre auprès de tous les publics.

Dans ce cadre, l'Établissement public développe des actions de programmation et de médiation culturelle à destination de tous les publics. L'Établissement public souhaite poursuivre sa mission de valorisation du chantier et des métiers auprès des publics scolaires et du champ social en proposant des ateliers hors les murs. L'objectif est de faire connaître et aimer les métiers du patrimoine et métiers d'arts au jeune public et de participer ainsi à susciter des vocations.

En 2024, l'Établissement public proposait déjà des ateliers hors les murs, extension des actions de médiation menées dans l'espace d'exposition sous le parvis intitulé « Notre-Dame de Paris : au cœur du chantier. » Le but de ce marché est, pour l'établissement public, de disposer d'un prestataire dédié pour la conception ainsi que la mise en place pratique de ces ateliers notamment dans des établissements scolaires et structures du champ social.

Le public ciblé sont les enfants et jeunes de 6 à 17 ans, ainsi que les personnes de tous âges confondus en recherche d'orientation professionnelle.

2.2 Objet du marché public

Le présent marché a pour objet la conception, l'animation et la gestion d'ateliers hors les murs consacrés au chantier de restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris et des métiers qui y sont mobilisés.

Les prestations sont décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

2.3 Lieux d'exécution

Les prestations s'exécuteront :

- A Paris intra-muros : en présentiel ou en distanciel (visioconférence) ;
- En Ile-de-France hors Paris intra-muros : en présentiel ou en distanciel (visioconférence) ;
- Dans les autres départements de France hexagonale (Corse compris) et DROM-COM : en distanciel (visioconférence).

2.4 Prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer un ou des marché(s) négocié(s) sans publicité ni mise en concurrence conformément à l'article R.2122-7 du code de la commande publique portant sur la réalisation de services similaires à ceux confiés au titulaire.

ARTICLE 3 PROCEDURE

3.1 Procédure de passation

La présente consultation est passée sous la forme d'une procédure adaptée, en application des articles L2123-1 et article R2123-1 3° du code de la commande publique.

Il s'agit d'un marché ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques au sens de l'annexe 3 du code de la commande publique (voir codes CPV art. 3.8 du présent règlement de consultation).

3.2 Auditions

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de demander à tous les soumissionnaires de faire une présentation orale de leur offre.

Il ne s'agit pas d'une négociation.

3.3 Négociations

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier avec les soumissionnaires.

Le pouvoir adjudicateur se réserve également la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

Les modalités de négociation seront précisées dans l'invitation à négocier. La négociation pourra avoir lieu sous forme d'échanges écrits via le profil acheteur ou sous forme d'audition.

Le pouvoir adjudicateur pourra négocier tous les aspects de l'offre (techniques et financiers).

3.4 Forme

Il s'agit d'un accord-cadre avec émission de bons de commandes mono-attributaire conclu avec un montant minimum de 8 000 €HT et un montant maximum de 800 000 euros HT pour toute la durée du marché (reconductions éventuelles comprises).

3.5 Allotissement

Le marché n'est pas alloté dès lors qu'il ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

3.6 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

3.7 Nomenclature CPV

Nomenclature CPV	Intitulé
80110000-8	Services d'enseignement préscolaire
80000000-4	Services d'enseignement et de formation
92000000-1	Services récréatifs, culturels et sportifs.
92331210-5	Services d'animation pour enfants

3.8 Groupelements d'opérateurs économiques

Le marché pourra être attribué à un opérateur économique unique ou à un groupement d'entreprises solidaire ou conjoint. Le groupement retenu pourra être conjoint à condition que les prestations à exécuter soient détaillées et précisées dans le contrat qui lie ses membres et que le mandataire du groupement soit solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur. Cette exigence est justifiée au regard de la nature des prestations.

Dans l'hypothèse où elle présente sa candidature en groupement, une entreprise ne peut se présenter que dans un seul groupement.

3.9 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 6 mois à compter de la date limite de remise des offres (négociées, le cas échéant).

3.10 Langue et devise

La langue utilisée pour la consultation et les documents remis par le candidat est en français et la devise libellée en euros.

ARTICLE 4 PRATIQUES ANTICONCURRENTIELLES

Il est rappelé aux candidats, que conformément à l'article L. 2141-9 du code de commande publique le pouvoir adjudicateur peut exclure de la procédure de passation d'un marché les personnes à l'égard desquelles il dispose d'éléments suffisamment probants ou constituant un faisceau d'indices graves, sérieux et concordants pour en déduire qu'elles ont conclu une entente avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence.

L'entente a pour objet ou peut avoir pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence sur un marché, notamment lorsqu'elle tend à :

- Limiter l'accès au marché ou le libre exercice de la concurrence par d'autres entreprises ;
- Faire obstacle à la fixation des prix par le libre jeu du marché en favorisant artificiellement leur hausse ou leur baisse ;
- Limiter ou contrôler la production, les débouchés, les investissements ou le progrès technique;
- Répartir les marchés publics ou les sources d'approvisionnement.

En cas de doute le pouvoir adjudicateur signalera la situation aux services compétents de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes et pourra également porter plainte auprès de l'Autorité de la concurrence.

ARTICLE 5 DUREE

La durée du marché est indiquée à l'article 3.1 du CCAP.

La durée d'exécution des prestations est indiquée à l'article 3.2 du CCAP.

ARTICLE 6 DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

6.1 Modalités de retrait et d'identification sur le profil acheteur

Le dossier de consultation pourra être téléchargé gratuitement sur le site de la PLACE - Plateforme des Achats de l'Etat (<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>). Le pouvoir adjudicateur recommande aux candidats souhaitant télécharger le dossier de consultation de s'identifier au préalable par une inscription gratuite, de façon à pouvoir être informés automatiquement d'une éventuelle modification du dossier de consultation. Le téléchargement anonyme du dossier de consultation est possible mais dans ce cas le pouvoir adjudicateur sera dans l'impossibilité de prévenir le candidat d'un changement dans le dossier de consultation.

Toute modification du dossier de consultation fait l'objet d'un envoi de message électronique à l'adresse e-mail qui a été indiquée lors du téléchargement du dossier. Il est donc nécessaire de vérifier très régulièrement les messages reçus sur cette adresse.

La responsabilité du pouvoir adjudicateur ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse erronée, s'il n'a pas souhaité s'identifier ou s'il n'a pas consulté ses messages en temps et en heure. Le candidat vérifiera également que les alertes de la Plateforme des achats de l'Etat ne soient pas filtrées par le dispositif anti-spam de l'entreprise ou redirigés vers les « courriers indésirables ». Si le candidat rencontre des difficultés pour télécharger les pièces du dossier, il peut contacter l'assistance de la PLACE Plateforme des Achats de l'Etat.

6.2 Contenu du dossier de consultation des entreprises

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les éléments suivants :

- L'Acte d'Engagement (AE) et son annexe :
 - o Annexe 1 : Le bordereau des prix unitaires (BPU) – Détail Quantitatif Estimatif (DQE), la partie DQE servant de base à l'analyse des offres uniquement ;
- Le présent Règlement de la Consultation (RC) et ses annexes :
 - o Annexe 1 : DC1 ;
 - o Annexe 2 : DC2 ;
 - o Annexe 3 : L'attestation de non-emploi de travailleurs étrangers ;

- Annexe 4 : L'attestation d'emploi de travailleurs étrangers ;
- Annexe 5 : Trame mémoire technique ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particuliers (C.C.T.P).

6.3 Modifications du DCE

6.3.1 A l'initiative du candidat

Le candidat ne peut apporter de modifications aux pièces du dossier de consultation des entreprises. Si ce dernier s'aperçoit d'une incohérence sur une ou des pièces ce dernier devra alerter le pouvoir adjudicateur via le profil acheteur.

6.3.2 A l'initiative du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des plis, des modifications de détail au dossier de consultation. Le candidat devra dès lors prendre en compte les dernières pièces modifiées pour élaborer son offre. Le délai est décompté à partir du jour de la modification des documents de la consultation sur la plateforme PLACE et le dernier jour correspondant à la date limite de remise des plis (cf 1ère page) n'est pas pris en compte.

6.4 Questions des candidats

Pour obtenir des renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires pour l'élaboration de l'offre, les candidats devront faire parvenir **au plus tard le 26/06/2026** une demande écrite par voie électronique sur la plateforme des achats de l'Etat (profil acheteur), en utilisant le registre des questions.

Une réponse sera alors adressée, via le profil acheteur, à tous les opérateurs ayant retiré le dossier de consultation, **au plus tard le 24/06/2026**.

Aucune réponse ne sera adressée en dehors de cette voie de communication.

L'attention des candidats est donc attirée sur l'importance de leur authentification et des informations transmises (courriel donné) lors du téléchargement du DCE sur le profil acheteur.

ARTICLE 7 DOSSIER DE REPONSE

En application des articles R. 2142-21 et R2151-7 et du code de la commande publique, il est interdit au candidat de présenter plusieurs candidatures et/ou offres en agissant à la fois :

1. En qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ;
2. En qualité de membre de plusieurs groupements.

Pour être recevables, la candidature et l'offre remises dans le cadre de la consultation devront contenir les pièces listées ci-après.

Il n'est pas nécessaire :

- de retourner les pièces de marché autres que l'acte d'engagement et ses annexes (CCAP, CCTP, pièces graphiques, etc.) ;
- de fournir des documents qui n'auraient pas été demandés et qui ne seraient pas nécessaires à l'analyse : type plaquettes publicitaires, etc.

7.1 Présentation et contenu de la candidature

Dans le cas où les candidats se présenteraient sous la forme d'un groupement, chaque membre du groupement fournit les pièces demandées, sauf les documents visés au a) et b), ci-dessous qui sont communs au groupement.

Dans le cas où le candidat présenterait des sous-traitants, ces derniers devront justifier de leurs capacités professionnelles et financières et attester qu'ils ne tombent pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics (fournir les pièces demandées aux points n° a, b, c, ci-dessous), en plus des déclarations de sous-traitance.

- a) **Le document unique de marché européen (DUME)** - conformément à l'article R. 2143-4 du code de la commande publique, les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) en utilisant le modèle fixé par le règlement 2016/7 de la Commission européenne du 5 janvier 2016, le DUME peut être rempli via le profil d'acheteur ou via la page suivante :
<https://ec.europa.eu/tools/espd/filter?lang=fr>

OU LES DOCUMENTS SUIVANTS :

- b) **La « lettre de candidature - désignation du mandataire par ses cotraitants » dûment complétée – DC1** (annexe 1 au présent règlement de la consultation) ou document de forme libre comportant les mêmes informations dont notamment l'attestation sur l'honneur prévue aux articles R2143-3 et R2143-16 du code de la commande publique ;
- c) **La déclaration du candidat dûment complétée – DC2** (annexe 2 au présent règlement de la consultation) ou document de forme libre comportant les mêmes informations dont notamment :
- **La déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires du domaine d'activité** faisant l'objet du marché, portant sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.
 - **Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années;**
 - **Une liste des prestations similaires exécutés au cours des trois dernières années**, assortie d'attestations de bonne exécution des clients (qui pourront être remplacées par une attestation sur l'honneur du candidat). Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des prestations, ainsi que les coordonnées d'un correspondant du client auprès de qui le pouvoir adjudicateur pourra vérifier le cas échéant la nature et la qualité des références produites.
- d) Afin de prouver qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion mentionné à l'article L. 2141-3 du code de la commande publique, le candidat produit **son numéro unique d'identification (Siren) ou s'il est étranger, un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement**, attestant de l'absence de cas d'exclusion
- e) **La justification des pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat.**

La personne habilitée à engager le candidat doit être soit mentionnée sur l'onglet « dirigeants » de la page <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/> rattachée à l'entreprise, soit disposer d'un pouvoir émanant de cette personne.

Le pouvoir adjudicateur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres.

- f) Dans le cas où le candidat présenterait dès la candidature des sous-traitants, il devra produire une **déclaration de sous-traitance** signée du titulaire et de son sous-traitant (formulaire DC4 ou document de forme libre comportant les mêmes informations).
- g) **Une déclaration appropriée des banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.**

Les entreprises de création récente apporteront la preuve de leurs capacités techniques, professionnelles économiques et financières par tout autre moyen équivalent.

Le candidat pourra s'appuyer sur les capacités d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens qui l'unissent à ces opérateurs (sous-traitance...). Le cas échéant, le candidat devra apporter la preuve qu'il disposera de ces capacités pour l'exécution du marché. Cette preuve pourra être apportée par tout moyen approprié.

L'appréciation des capacités d'un groupement d'opérateurs économiques est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises pour exécuter le marché.

7.2 Présentation et contenu de l'offre

- a) **L'Acte d'Engagement (AE), daté et signé – sans modification** - par le représentant habilité de l'entreprise et/ou membre du groupement dûment habilité.
 - Dans un souci de simplification des démarches après attribution, il est conseillé aux soumissionnaires de signer électroniquement l'acte d'engagement dès la remise des offres, sans que cela soit à ce stade obligatoire. Il leur faudra également fournir, le cas échéant, une copie des pouvoirs donnant délégation de signature au signataire des documents.
 - Pour les groupements d'opérateurs économiques, l'acte d'engagement sera complété soit par l'ensemble des cotraitants soit par le seul mandataire (en fonction de l'habilitation précisée dans le formulaire DC1 ou tout autre document d'habilitation) ;
- b) **Le Bordereau des Prix Unitaires - Détail quantitatif estimatif (BPU-DQE)** dûment et intégralement complétés sous format .XLS ou .XLSX ou équivalent;
- c) **Le mémoire technique** complété.

ARTICLE 8 MODALITES DE TRANSMISSION DU PLI

8.1 Pli électronique

Le candidat transmettra son pli avant la date limite de remise des offres indiquée sur la première page du présent document. Le candidat a la responsabilité du chargement du pli avant la date limite de remise des offres, le pouvoir adjudicateur ne peut être tenu responsable d'un chargement tardif du pli sur la plateforme.

Conformément aux articles R2143-2 et R2151-5 du code de la commande publique, les candidatures et offres hors délais sont éliminées.

Les plis électroniques doivent être déposés au sur le site suivant :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

Chaque transmission d'un pli fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Les plis électroniques, notamment les plis transmis par courriel ou par télécopie, seront considérés comme ne respectant pas la forme prescrite et seront rejetés.

Comment se déroule la remise d'une candidature ou d'une offre en ligne ?

La plateforme des achats de l'Etat dispose de rubriques guides d'utilisation de la plateforme. Une assistance en ligne est également disponible.

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseGuide>

Pour une première utilisation, il est recommandé d'effectuer une simulation de dépôt électronique en amont, proposée par la plateforme.

Le candidat devra signer les documents pour lesquels il est demandé une signature. La signature du zip d'un dossier n'a pas de valeur, seule la pièce doit être signée. Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut remplacer la signature électronique.

La signature est effectuée via un certificat de signature électronique conformément à l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique.

Il est recommandé aux candidats de respecter les recommandations suivantes tant pour les dépôts électroniques que les copies de sauvegarde :

- les formats des fichiers envoyés ne pourront être que : .doc/ .docx / .rtf/ .pdf / .xls / .xlsx / .ppt / .pptx / .odt / .ods / .odp / .mp4 / .jpeg et dérivés / .gif / .png / .tiff / .raw ;
- les dossiers compressés doivent être au format zip ou 7.zip ;
- ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe", les formats vidéo ;
- ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros" ;
- faire en sorte que le pli ne soit pas trop volumineux ;
- tous les fichiers envoyés devront être traités préalablement à l'anti-virus, à charge de l'entreprise candidate. Les offres contenant des virus feront l'objet d'un archivage de sécurité par le pouvoir adjudicateur. Ces offres seront donc réputées n'avoir jamais été reçues et les candidats en seront informés dans les plus brefs délais.
-

Les candidats doivent prendre en compte les contraintes techniques suivantes de la plateforme PLACE :

- Chaque document du pli ne doit pas dépasser 1Go ;
- Il est recommandé que le pli déposé ne dépasse pas 4GO ;
- Privilégier le dépôt de documents depuis le poste de travail directement ;
- Pour les réponses comprenant de très nombreuses pièces, privilégier les dossiers compressés ;
- Ne pas utiliser de caractères spéciaux (% , ! , ? , à , € , \$, etc) dans les noms des documents.

Les documents transmis par les candidats devront être nommés « nom_fichier.extension » où :

- « nom_fichier » correspond au libellé du document – exemple : mémoire technique, acte_d_engagement etc....Les libellés ne devront contenir ni espace, ni accent ;
- « .extension » correspond au format utilisé – exemple : .pdf, .doc, etc.

8.2 Copie de sauvegarde

Conformément à l'article R. 2132-11 du code de la commande publique le candidat peut transmettre, parallèlement à son offre dématérialisée, une copie de sauvegarde de son pli (sur support physique (de préférence clé USB) ou sur support papier).

Lorsqu'un pli a été transmis par voie électronique, mais n'a pas pu être ouvert par le pouvoir adjudicateur, celui-ci procède à l'ouverture de la copie de sauvegarde, sous réserve que cette dernière lui soit parvenue dans les délais de dépôt des offres.

Lorsqu'ils ne sont pas accompagnés d'une copie de sauvegarde, les plis transmis par voie électronique et dans lesquels un programme informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur peuvent faire l'objet d'une réparation.

Un document électronique relatif à un pli qui n'a pas fait l'objet de réparation ou dont la réparation a échoué est réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat concerné en est informé.

Cette copie de sauvegarde est à remettre à l'adresse suivante (du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h) :

Etablissement Public chargé de la conservation et de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de
Paris
Secrétariat Général
Quai de l'Archevêché
75004 Paris

Le pli scellé contenant la copie de sauvegarde portera la mention visible :

« MARCHE RELATIF A LA CREATION, L'ANIMATION ET LA GESTION D'ATELIERS HORS LES MURS
CONSACRES AU CHANTIER DE RESTAURATION DE LA CATHÉDRALE NOTRE-DAME DE PARIS ET DES
METIERS QUI Y SONT MOBILISES/ Copie de sauvegarde »

La copie de sauvegarde ne sera ouverte et ne remplacera le pli principal que dans l'un des cas mentionnés ci-après :

- La candidature ou l'offre transmise par dématérialisée est infectée par un programme informatique malveillant ;
- La candidature ou l'offre transmise par voie dématérialisée est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencée avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

ARTICLE 9 EXAMEN DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

9.1 Examen des candidatures

L'appréciation des candidatures porte sur la vérification de la capacité à soumissionner des candidats.

Ne seront pas admises les candidatures qui ne présentent pas les capacités professionnelles, techniques et financières suffisantes au regard des capacités nécessaires pour la réalisation des prestations demandées.

Les offres pourront être examinées avant les candidatures. Le cas échéant, seule la candidature de l'attributaire pressenti sera examinée.

9.2 Jugement des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues notamment aux articles R.2152-6 et R.2152-7 du code de la commande publique. Le marché sera attribué au soumissionnaire proposant l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères pondérés énoncés ci-dessous :

	Pondération
Critère 1 : Valeur technique	60 points
Sous-critère 1 : Compréhension du sujet et des enjeux des prestations objet du marché, des spécificités et des contraintes du projet, ainsi que des publics ciblés.	5%
Sous-critère 2 : Qualité des méthodes de travail proposées pour la réalisation des prestations objet du marché : conception et animation des ateliers, définition d'un outil de suivi et reporting des réservations, méthodologie et gestion des réservations (y compris gestion des annulations et demande de renseignements), moyens mis en place pour assurer la continuité du service lors des périodes de congés, calendrier mensuel prévisionnel des ateliers et des créneaux pressentis.	45%
Sous critère 3 : Qualité des moyens humains proposés pour la réalisation des prestations objet du marché : définition de l'interlocuteur unique, composition de l'équipe pressentie, profils des médiateurs mobilisés (formations, expériences dans le secteur, etc.), calendrier mensuel prévisionnel des effectifs.	25%
Sous-critère 4 : Réponse au cas pratique : conception d'un atelier en format long, en présentiel, à destination des collégiens/lycéens, autour de la restauration des charpentes de Notre-Dame de Paris et du métier de charpentier. Le cas pratique consiste en la rédaction d'une trame succincte (1 page recto verso) maximum pour la conception d'un atelier autour des charpentes et du métier de charpentier. Le candidat propose un court déroulé de l'activité comprenant une description de la présentation du chantier ainsi que de la partie pratique de l'atelier. Le RNDP analysera la qualité pédagogique de l'atelier proposé ainsi que sa pertinence pour faire découvrir ce métier aux publics visés.	25%
Critère 2 : Prix des prestations	40 points

- La notation du critère « Valeur technique » s'effectue le barème indiqué ci-après.

Chaque sous-critère sera noté selon l'échelle de notation suivante :

- si le soumissionnaire répond de manière insatisfaisante ou incomplète, il obtient 0% de la note sur le sous-critère correspondant ;

- si le soumissionnaire répond de façon assez peu satisfaisante, il obtient 20% de la note sur le sous-critère correspondant ;
 - si le soumissionnaire répond de façon assez satisfaisante, il obtient 40% de la note sur le sous-critère correspondant ;
 - si le soumissionnaire répond de façon satisfaisante, il obtient 60% points de la note sur le sous-critère correspondant ;
 - si le soumissionnaire répond de façon très satisfaisante, il obtient 80% de la note sur le sous-critère correspondant ;
 - si le soumissionnaire répond de façon excellente, il obtient 100% de la note sur le sous-critère correspondant.
- La notation du critère « Prix » s'effectue selon la formule indiquée ci-après :

$$(\text{Prix de l'offre la moins-disante} \times 40) / (\text{Prix de l'offre à noter})$$

Le prix pris en compte est le montant total estimatif HT du BPU-DQE.

Si le BPU-DQE comporte des erreurs de multiplication ou d'addition, il pourra être rectifié par le pouvoir adjudicateur. Pour le jugement des offres, il sera alors tenu compte du montant total du BPU-DQE rectifié.

De même, dans le cas où le candidat modifierait les quantités estimatives du BPU-DQE du DCE, le pouvoir adjudicateur ne prendra pas en compte ces modifications. Pour le jugement des offres, il appliquera les prix unitaires fixés par le candidat dans son BPU-DQE aux quantités estimatives fixées par le pouvoir adjudicateur dans le BPU-DQE du DCE. Il sera alors tenu compte du montant total HT du BPU-DQE rectifié.

L'offre économiquement la plus avantageuse sera celle qui obtiendra la meilleure note cumulée (valeur technique, prix).

Le cas échéant, les notes sont arrondies au centième.

ARTICLE 10 ATTRIBUTION PROVISoire

L'attributaire pressenti recevra un courrier lui précisant les documents qu'il doit fournir au pouvoir adjudicateur (dans la mesure où il ne les a pas déjà fournis dans son pli) :

- Un acte d'engagement signé par une personne dûment habilitée (cf. article 6.3 du présent règlement de la consultation), accompagnée des pouvoirs donnant délégation de signature au signataire des documents. L'attributaire s'engage à ne pas modifier son offre lors de cette signature. La signature de l'acte d'engagement vaudra signature de toutes les pièces contractuelles ;
- Les attestations permettant de justifier ne pas être dans un des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du code de la commande publique, notamment :
 - Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale (attestation de vigilance), prévue par l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois ;

- Le certificat attestant la souscription des déclarations et des paiements correspondants aux impôts listés ci-après, délivré par l'administration fiscale dont relève le soumissionnaire : impôt sur le revenu, impôt sur les sociétés, taxe sur la valeur ajoutée ;
- Son numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 du code de la commande publique ;
- S'il fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire ou d'une procédure étrangère équivalente, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet prouvant qu'il est autorisé à poursuivre son activité au-delà de la durée du marché ;
- Les attestations d'assurance conformément aux stipulations du CCAP ;
- La liste nominative des salariés étrangers employés par le titulaire et soumis à l'autorisation de travail prévue par l'article L.5221-2 du Code du travail datant de moins de 6 mois ;
- Le cas échéant, les pièces prévues par les articles R. 1263-12 du code du travail concernant les salariés détachés et D. 8222-7 du code du travail ;
- Un relevé d'identité bancaire ;
- Un document d'habilitation du mandataire signé par les autres membres du groupement, en cas de groupement, et précisant les conditions de cette habilitation (personne(s) autorisées à signer le marché et toute ses modifications ultérieures).

L'attribution est faite, à titre provisoire. Si l'attributaire pressenti ne peut produire ces documents, dans un délai de huit (8) jours calendaires à compter de la date de réception du courrier de demande, son offre est rejetée. Le pouvoir adjudicateur présente la même demande au soumissionnaire suivant dans le classement des offres.

ARTICLE 11 DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Dans le cadre de la présente procédure de mise en concurrence, le pouvoir adjudicateur est amené à collecter des données à caractère personnel des employés des candidats (seuls ou en groupement) et de leurs éventuels sous-traitants (au sens de la réglementation des marchés publics) et/ou fournisseurs déclarés le cas échéant dans leur dossier de candidature – ensemble ci-après désignés sous le vocable « les personnels du candidat ».

Le pouvoir adjudicateur s'engage à traiter ces données personnelles conformément au règlement européen du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (le Règlement européen sur la protection des données, ou RGPD), ainsi que toute autre loi applicable en la matière.

Vis-à-vis des traitements de données à caractère personnel précités, le pouvoir adjudicateur a la qualité de responsable de traitement au sens du RGPD.

La collecte de ces données (nom, prénom, fonction, nom de la société, et selon le cas : coordonnées téléphoniques et/ou postales, courriel, photographie, immatriculation du véhicule) a pour objectif :

- La mise en œuvre et le suivi de la mise en concurrence (dont l'inscription en ligne pour obtenir le DCE et ses pièces modificatives) jusqu'à l'attribution du marché au prestataire titulaire et de la publication des avis d'attribution ;

- Dans le cas de visites de lieux : la délivrance d'éventuels badges d'accès, des autorisations de circulation et autres autorisations d'accès.

Les personnels des candidats concernés par ce traitement peuvent exercer leurs droits d'accès, de rectification et d'effacement des données les concernant en prenant l'attache du pouvoir adjudicateur, en précisant l'objet de leur demande, étant entendu que certaines données personnelles sont indispensables à l'exécution du marché et ne peuvent de ce fait être effacées.

Chaque candidat s'engage à avoir collecté les données personnelles figurant dans leur dossier de candidature de manière licite et transparente vis à vis des personnes concernées.

ARTICLE 12 DIFFERENDS ET LITIGES

12.1 Instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours

Le droit français est seul applicable. Le tribunal compétent est :

Tribunal administratif de Paris
7 rue de Jouy
F-75181 Paris cedex 04
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr
Tél 01 44 59 44 00 Fax 01 44 59 46 46

12.2 Introduction des recours

Le référé précontractuel peut être introduit dans les conditions des articles L. 551-1 et suivants du code de justice administrative.

Le référé contractuel peut être introduit dans les conditions des articles L. 551-13 et suivants du code de justice administrative.

Le recours en contestation de la validité du marché par un tiers peut être intenté dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.